

# Le socialiste Rachid Madrane est favorable aux statistiques ethniques

BRUXELLES

À quelques jours des Assises contre le racisme, le président du Parlement bruxellois donne sa vision de la société inclusive.

**L**e Parlement bruxellois fait sa rentrée la semaine prochaine avec un menu déjà chargé: la commission spéciale Co-

vid-19, le budget 2021 et l'ajustement 2020, sans oublier les Assises contre le racisme, un thème épidermique au sein de la population bruxelloise, plus encore quand les partis politiques s'en mêlent.

Pour preuve, les positions radicales et les attaques virulentes de chaque parti et lors des motions votées à Molenbeek-Saint-Jean et Schaerbeek sur le port des signes convictionnels dans l'administration, l'école, etc. Le président du Parlement bruxellois Rachid Madrane s'attend bien évidemment à ce que ce 'dossier' arrive sur la table. "Et tant mieux", assure-t-il. Interview.

**Qu'espérez-vous des Assises contre le racisme que vous lancez dès la rentrée parlementaire ?**

"Je pars d'un constat. Aujourd'hui, nous sommes dans un climat de résurgence de tous les racismes. On le voit sur le débat de la décolonisation, sur le débat du port des signes convictionnels, etc. À Bruxelles, ces questions sont omniprésentes depuis des dizaines d'années. Nous sommes à un moment clé. Si nous ne réglons pas ces questions, cela risque de nous voler méchamment à la figure. Ces assises sont l'occasion d'avancer sereinement sur ces questions en invitant tout le monde autour de la table: des spécialistes au citoyen lambda."

**Il y a urgence ?**

"Nous sommes à un moment important. Si on ne règle pas ces questions du vivre-ensemble, de la neutralité inclusive, on risque

d'avoir des citoyens qui ne vivent plus côte à côte mais face à face. Je rêve d'une ville où 184 nationalités différentes construisent un avenir commun pour nos enfants sans qu'ils doivent se tracasser de qui ils sont et de ce que sont leurs parents."

**La dernière des six thématiques s'intitule Statistiques, données, études et objectivation des constats. L'occasion de rouvrir le débat sur les statistiques ethniques, interdites à Bruxelles mais légales en Flandre ?**

"Oui. Historiquement, j'ai toujours été plus proche du modèle universaliste français. Je disais: basons-nous sur les territoires plutôt que sur les personnes. À l'époque, j'étais complètement contre."

**Mais aujourd'hui...**

"Aujourd'hui, je pense qu'elles permettraient d'objectiver la situation. Mais à condition qu'elles soient réservées aux milieux académique et universitaire. Leur objectif: étudier l'ampleur du phénomène. Pour pouvoir les objectiver, il faut permettre aux universités, dans un but précis de recherche et d'étude, de le faire. Ceci sur base de l'auto-identification. C'est-à-dire que c'est à l'individu de dire ce qu'il est. Comment il se perçoit."

**Vous évoquez le débat sur le port du voile dans l'administration, dans les écoles. Le PS se déchire sur cette question. Peine, en tout cas, à affirmer une position claire. Quelle est la vôtre ?**

"Personnellement, je n'ai



■ "Personnellement, je n'ai aucun problème avec la motion votée à Molenbeek. Elle prône une neutralité inclusive, ce que je prône aussi depuis toujours." © BERNARD DEMOULIN

## Covid-19: "Chaque gouvernement doit rendre des comptes devant son parlement"

Vendredi 25 janvier, on en saura plus sur l'organisation concrète de la commission spéciale Covid-19 organisée au sein du Parlement bruxellois. Pour son président Rachid Madrane, c'est l'occasion unique de tirer les enseignements d'une crise qu'aucun pays au monde n'a réussi à anticiper.

**Quel est l'intérêt d'organiser des commissions spéciales Covid-19 à tous les niveaux de pouvoir ?**

"Chacun a jugé nécessaire de faire des commissions dans les compétences qui sont les siennes. Je pense que chaque gouvernement doit rendre des comptes devant son propre parlement. Oui, notre pays est complexe. Mais je ne suis pas certain que des États jacobins tels que la France aient mieux géré la situa-

tion que nous. Avec le peu de recul que nous avons, on voit surtout une chose: tous les pays ont navigué à vue, aucun d'entre eux n'était préparé."

**Vous allez présider cette commission spéciale. Qu'en attendez-vous ?**

"Le but n'est pas de couper des têtes. Mais d'évaluer. Nous devons faire preuve d'humilité et d'objectivité. Après, le gouvernement va devoir rendre des comptes sur ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné. Le détail et l'agenda de cette commission ne seront arrêtés que vendredi prochain mais nous allons entendre tout le monde: les ministres concernés bien sûr mais aussi les experts bruxellois, les présidents de CPAS, les directions de maisons de repos, des méde-

cins, etc. Ensuite, j'espère que cette commission aboutira sur des recommandations claires."

**On l'a constaté, le niveau de pouvoir le plus réactif fut le pouvoir communal... N'est-ce pas révélateur d'un système politique qui ne tourne pas rond ?**

"Les communes ont fait un travail incroyable durant cette crise. J'y vois une forme de réponse aux partis qui reviennent avec leur volonté de fusionner les communes ou les zones de police. Néanmoins, le fédéralisme belge n'est pas, me semble-t-il, un problème qui aurait contribué à ce qu'en Belgique, la pandémie aurait été moins bien gérée qu'ailleurs dans le monde."

ITW &gt; M. L.